

"On est scandalisés (...). Une fois encore, les lobbies ont gagné. Ce n'est pas seulement le Rassemblement pour la planète qui a été évincé, c'est toute la sphère environnement-santé", a estimé Nadir Saïfi, vice-président d'Ecologie sans frontière, l'une des ONG de ce collectif comprenant des petites associations spécialisées: Générations futures (pesticides), Réseau environnement santé (RES, santé en général), Robin des toits (ondes électromagnétiques) ou Sea Shepherd (biodiversité marine).

Le collectif, qui entend dès lors ne pas participer à la conférence environnementale ouverte vendredi par le président François Hollande, réclame donc une place au sein de ce nouveau Conseil national sur la transition écologique (CNTE), dont la composition a été publiée le 11 septembre au Journal officiel.

"La santé environnementale est la première préoccupation des Français quand on leur parle d'écologie, on a besoin des associations qui portent ces combats", a déclaré l'ex-ministre de l'Ecologie Delphine Batho (PS), se disant "certaine que Philippe Martin va avoir à coeur de résoudre ce problème".

L'ex-secrétaire d'Etat à l'Ecologie du gouvernement Fillon, Chantal Jouanno (UDI), a appelé à "tenir compte des petites voix", qui "ont parfois raison avant les autres". Deux ex-ministres, Yves Cochet (EELV) et Corinne Lepage (Cap 21), étaient également présents lors de cette conférence de presse en soutien aux ONG.

Le CNTE est présidé par le ministre de l'Ecologie et compte 50 membres: les syndicats, le patronat, les ONG environnementales, les associations (chasseurs, économie sociale, consommateurs), les parlementaires et les collectivités territoriales auront chacun huit représentants.

Les huit ONG environnementales retenues sont France Nature Environnement (FNE), la Fondation Nicolas Hulot (FNH), la Ligue de protection des oiseaux (LPO), les Amis de la Terre, Humanité et Biodiversité, le Réseau Action Climat (RAC), le WWF ainsi que Surfrider Foundation Europe.